

Les coups d'État militaire en Afrique: Gabon comme cas pratique

Eugene Eyebe Bihina

Étudiant en master, Université Karamanoğlu Mehmetbey, Département des sciences politiques et des relations internationales, eugeneeyebihina@gmail.com, ORCID: 0009-0009-7059-299X.

Ali Ayata

Prof. Dr., Université Karamanoğlu Mehmetbey, Département des sciences politiques et des relations internationales, aayata@kmu.edu.tr, ORCID: 0000-0002-6469-6866.

Article de recherche

Soumis:

26 août 2024

Accepté:

26 octobre 2024

Mots clés: Afrique, Coup d'État militaire, Démocratie, Gouvernance, Influence étrangère, Instabilité.

Résumé

L'Afrique a connu une série de coups d'État militaires, phénomène qui soulève des questions cruciales sur la stabilité politique, la gouvernance et le recul de la démocratie en Afrique. Cette chaîne d'événements a jeté les bases d'une multiplication des coups d'État dans les années 1960 et 1970, illustrant un cycle troublant où la militarisation de la politique est devenue un aspect bien ancré de la gouvernance africaine, façonnant fondamentalement la trajectoire politique du continent et ses luttes actuelles pour la consolidation démocratique. Le Gabon, comme beaucoup d'autres pays africains, a subi des changements de régime. En 2023, une partie de l'armée a organisé le coup d'État, qui a remis en question non seulement les résultats électoraux, mais aussi la pérennité du régime de Bongo, lié à des décennies de pouvoir familial. L'intérêt de ce sujet réside dans sa capacité à mettre en lumière les dynamiques politiques actuelles de l'Afrique et à favoriser une meilleure compréhension des défis auxquels le continent fait face. De plus, la bienveillance envers le nouveau Chef par des acteurs internationaux comme la France pose des interrogations quant au rôle de l'influence étrangère dans la stabilisation ou la déstabilisation des régimes africains.

Military Coups in Africa: The Case of Gabon

Eugene Eyebe Bihina

Master's Student, Karamanoğlu Mehmetbey University, Department of Political Science and International Relations, eugeneeyebebihina@gmail.com, ORCID: 0009-0009-7059-299X.

Ali Ayata

Prof. Dr., Karamanoğlu Mehmetbey University, Department of Political Science and International Relations, aayata@kmu.edu.tr, ORCID: 0000-0002-6469-6866.

Research Article

Submitted:

26 August 2024

Accepted:

26 October 2024

Keywords: Africa, Military Coup, Democracy, Governance, Foreign Influence, Instability.

Abstract

Africa has experienced a series of military coups, a phenomenon that raises critical questions about political stability, governance, and the regression of democracy in Africa. This chain of events laid the groundwork for a proliferation of coups d'état in the 1960s and 1970s, illustrating a troubling cycle where the militarization of politics became a deeply entrenched aspect of African governance, fundamentally shaping the political trajectory of the continent and its current struggles for democratic consolidation. Gabon, like many other African countries, has undergone regime changes. In 2023, a part of the army orchestrated a coup d'état, which challenged not only the electoral results but also the sustainability of Bongo's regime, tied to decades of family power. The interest in this topic lies in its ability to shed light on the current political dynamics of Africa and to promote a better understanding of the challenges the continent faces. Moreover, the goodwill towards the new leader from international actors such as France raises questions about the role of foreign influence in the stabilization or destabilization of African regimes.



Les coups d'État militaire en Afrique: Gabon comme cas pratique

Introduction

Les coups d'État militaires sont une réalité permanente en Afrique, car, depuis les années postindépendance, les institutions démocratiques basées sur le modèle occidental ont été remplacées par des gouvernements autoritaires en Afrique, dont certains ont été mis en place par des coups d'État militaires. C'est ainsi que Ban Ki-Moon a exprimé sa volonté lors du sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba le 2 février 2009, en appelant les dirigeants africains à renforcer les infrastructures politiques et sécuritaires, afin que la démocratie prospère en Afrique¹. On ne peut nier que le coup d'État est préjudiciable à l'Afrique, qui est en train de s'imposer comme une nation démocratique et de devenir un système politique mature. De même, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, déclare: "les gouvernements militaires ne sont pas la solution. Ils aggravent les problèmes. J'exhorte tous les pays à agir rapidement pour établir les institutions démocratiques crédibles et l'Etat de Droit."² Pour Antonio Guterres, ces coups d'État ne peuvent pas être une alternative aux maux qui tourmentent les pays du continent africain. Au cours des dernières années, de nombreux coups d'État militaires ont eu lieu en Afrique, avec une augmentation significative depuis 2020. Les coups d'État militaires ont donc joué un rôle majeur parmi ces évolutions, témoignant souvent des tensions profondes et des luttes pour le pouvoir. Ces événements ne se limitent pas à une région spécifique, mais ont eu lieu à travers le continent, avec des exemples récents au Mali, au Niger, au Burkina Faso, en Guinée et, plus précisément, au Gabon. Le Gabon, notamment, présente un exemple d'étude captivant. Le 30 août 2023, un coup d'État militaire a eu lieu dans le pays, entraînant le renversement du Président Ali Bongo mettant ainsi un terme à plus de 50 ans de règne de la famille Bongo et la mise en place d'un gouvernement de transition. Ce putsch s'est produit dans un contexte de contestations après les élections et de divergences sur les résultats officiels, mettant en évidence les difficultés persistantes de la gouvernance démocratique en Afrique. Ce phénomène n'est pas unique, car l'Afrique est le

¹ Le discours du Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, prononcé à l'occasion du Sommet de l'Union africaine, à Addis-Abeba, "Au lieu de coups d'État et de changements anticonstitutionnels, efforçons-nous de faire en sorte que la démocratie prospère en Afrique" (Sgsm, 2009:1805).

² Dans ce même registre s'insère également le propos de l'actuel Secrétaire général de l'ONU, António Guterres Au lendemain du coup d'Etat militaire au Gabon "De nombreux pays confrontés à des problèmes de gouvernance profondément ancrés. Mais les gouvernements militaires ne sont pas la solution. Ils aggravent les problèmes. Ils ne peuvent pas résoudre une crise. Ils ne peuvent qu'empirer les choses", a dit M. Guterres, qui a exhorté "tous les pays à agir rapidement pour établir des institutions démocratiques crédibles et l'État de droit". Il lance donc un appel à la retenue de la Succession de coups d'État militaires en Afrique (News story, 2023: 08).

continent où le plus de coups d'État réussis a été enregistré depuis 1950, avec 106 sur 214 tentatives.

Les coups d'État militaires se distinguent comme des événements importants qui ont souvent changé la donne politique à l'échelle nationale. Ce sujet d'étude n'est pas choisi par hasard; il découle d'une volonté de saisir les origines profondes et les répercussions de ces changements brusques. Nous nous interrogeons sur les dynamiques politiques, économiques et sociales qui ont entraîné les coups d'État militaires en Afrique, et comment l'exemple du Gabon met en évidence les défis et les répercussions de ces prises de pouvoir non démocratiques.

Cet article vise à examiner de manière spécifique la persistance des coups d'État militaires en Afrique, même si la démocratie et la gouvernance civile sont en plein essor à l'échelle mondiale. Cette question revêt une grande importance en raison de son influence sur la stabilité politique, le progrès économique et les droits humains dans les pays concernés.

L'idée fondamentale est que, malgré la diversité des contextes nationaux, il y a des raisons communes et des dynamiques régionales qui peuvent expliquer la réapparition de ces événements. En repérant ces éléments, l'article vise à participer à une discussion plus vaste sur la façon de consolider les institutions démocratiques et de prévenir les ascensions militaires en Afrique. En se basant sur une analyse de la littérature, nous supposerons que les coups d'État militaires en Afrique sont le fruit d'une combinaison complexe de facteurs politiques internes, de pressions économiques et de dynamiques sociales, qui nécessitent une analyse approfondie afin de concevoir des solutions durables.

Les recherches précédentes sur les renversements d'État en Afrique révèlent une diversité de raisons et de répercussions, allant de la quête de pouvoir à l'instabilité politique. Une nouvelle étude examine la typologie des coups d'État en Afrique postindépendance, leurs origines et leurs répercussions, ainsi que les changements sociologiques des États en situation de coup d'État. Les théories pertinentes comprennent l'étude des coups d'État en tant qu'événements fondamentaux qui créent des schémas qui influencent les générations politiques et les trajectoires des pays concernés. D'autres réflexions théoriques portent sur la place du coup d'État dans les arts de gouverner et son lien avec la raison d'État.

À partir de ce contexte, l'article pourrait élaborer une analyse approfondie de la situation au Gabon, en analysant les particularités historiques, politiques et sociales qui ont entraîné les coups



Les coups d'État militaire en Afrique: Gabon comme cas pratique

d'État dans ce contexte national africain. Il est primordial de situer les événements dans le contexte global des dynamiques continentales et mondiales qui impactent la gouvernance en Afrique.

1. Contexte historique et politique des coups d'état militaires en Afrique

"Depuis 1960, l'année des indépendances en chaîne, l'Afrique n'avait plus beaucoup joué un rôle prépondérant sur la scène politique mondiale; elle s'y est retrouvée aux derniers mois. L'enthousiasme de la libération s'est transformé en une crise d'incertitude au bout d'une demidécennie. L'événement se transforme en une expérience africaine; il met en question des équilibres précaires; il finit par imposer des décisions jusqu'à présent attendues. Jamais l'Afrique n'a été unifiée, mais l'unité africaine était devenue un projet stimulant. La situation actuelle permet d'apprécier plus précisément la distance entre l'intention et la réalité." (Balandier ,1966: 1).

L'Afrique est particulièrement confrontée aux perturbations politiques et sociales causées par la mondialisation. Effectivement, les jeunes États indépendants, déjà vulnérables, ont été dotés d'une souveraineté fragile que la domination des multinationales et la dislocation des sociétés à cause des politiques d'ajustement structurel ont achevé de démolir. De cette manière, la puissance publique devient une fiction dont on tente de bénéficier et le coup d'État devient un moyen naturel de prendre le pouvoir.

1.1. Introduction générale aux coups d'état militaire en Afrique

Tout au long de l'Histoire, on peut examiner l'Afrique en trois étapes. La première est la phase précoloniale, la deuxième est la phase coloniale et la troisième est la phase qui a suivi l'indépendance. Dans ces trois phases, les deuxième et troisième phases ont rendu l'Afrique une situation complexe et trouble. En effet, au cours de ces périodes, le continent a été touché par le colonialisme, ce qui a entraîné des guerres violentes. Outre la violence identitaire qu'ils ont engendrée dans la société, ces conflits ont également engendré des tentatives de coup d'État et des coups d'État militaires réussis au sein des gouvernements.

On peut définir un coup d'État militaire comme la prise du pouvoir dans un État par une minorité, généralement des militaires, sous des moyens non constitutionnels. En général, cette action est imposée par surprise et fait appel à la force. Les responsables d'un coup d'État, également connus sous le nom de putschistes, font généralement appel à l'ensemble ou à une partie de l'armée et reçoivent parfois le soutien d'une partie de la classe politique et de la presse.

Malaparte considère que le temps des Révolutions populaires est révolu. Il n'est plus nécessaire de mobiliser un peuple pour prendre le pouvoir. Afin de faire tomber un régime, il n'y a qu'une organisation technique et tactique, un petit groupe déterminé et bien structuré. Curzio Malaparte explore cette idée dans son œuvre, en particulier dans son ouvrage intitulé "Technique du coup d'État" (publié en 1931).

Il décrit comment Les coups d'État modernes ne nécessitent plus de grandes armées ou de soulèvements populaires massifs, mais plutôt une planification stratégique et une exécution précise par un groupe restreint mais efficace. Selon Malaparte, la stratégie, la rigueur et le secret sont plus importants que la puissance numérique ou l'implication populaire généralisée. C'est une analyse qui a influencé la pensée politique sur les changements de pouvoir au XXe siècle (Grasset, 2022).

Depuis lors, plusieurs pays ont été affectés, notamment dans le tiers monde pendant la Guerre froide, lorsque les puissances économiques et politiques mondiales ont financé des insurrections en fonction de la compatibilité politique des secteurs au pouvoir. Les coups d'État militaires ne se limitaient pas à l'Afrique, mais ils étaient courants et ont eu un impact important sur la stabilité politique et le progrès des pays. Le fait que les militaires prennent le pouvoir peut être interprété comme une manifestation de la stabilité ou de l'instabilité politique et du niveau de maturité des institutions démocratiques. De nombreux cas ont été marqués par la faiblesse des structures politiques et civiles, ainsi que par l'influence de certaines catégories sociales, nationales et étrangères, qui ont favorisé les prises de pouvoir armés.

Le processus de démocratisation sur le continent a été influencé par ces interventions qui ont souvent abouti à des régimes autoritaires. Il est évident que la relation entre les militaires et le pouvoir politique en Afrique est complexe et a évolué au fil du temps, témoignant des dynamiques internes et externes qui impactent la gouvernance et la sécurité sur le continent.

1.1.1. Les premiers coups d'état postindépendance

La situation politique de l'Afrique après l'indépendance était très instable, avec de nombreux coups d'État et tentatives de coup d'État. L'étude de Powell et Thyne constitue en effet une référence importante en la matière, mettant en lumière la fréquence des coups d'État sur le continent à la suite des mouvements indépendantistes. Cela reflète les défis auxquels sont confrontés ces jeunes pays alors qu'ils tentent de construire des institutions politiques stables et durables dans un contexte de frontières laissées par l'héritage du colonialisme et de diverses



Les coups d'État militaire en Afrique: Gabon comme cas pratique

pressions internes et externes. La gouvernance et la stabilité politique restent des thèmes majeurs de recherche et de préoccupation pour le développement futur de l'Afrique. Depuis 1950, les tentatives de coup d'État en Afrique sont un sujet complexe et varié. D'après Jonathan Powell et Clayton Thyne, la plupart des pays africains, 45 des 54 pays ont été touchés par des tentatives de coup d'État pendant cette période. En Afrique, 221 coups d'État ont été réussis ou tentés entre janvier 1950 et fin août 2023, soit près de la moitié (44 %) des tentatives de putschs recensées dans le monde à cette époque. Depuis 1950, le Soudan a connu le plus grand nombre de coups d'État en Afrique, avec 17 réussis ou tentés (Powell & Thyne, 2011: 252).

Trois grandes vagues de coups d'État ont eu lieu en Afrique après l'indépendance. L'Afrique a connu sa première vague de coups d'État militaires avec le renversement du roi Farouk en Égypte en 1952. Depuis lors, l'Afrique a été témoin d'environ 112 coups d'État réussis dans divers pays. En Afrique, les coups d'État se distinguent par des dynamiques fluctuantes, souvent liées à la gouvernance et aux réactions des citoyens.

1.1.1.1. Première vague (années 1960-1970)

Dès l'indépendance, certains chefs d'État africains ont adopté des positions politiques qui étaient en contradiction avec les intérêts des anciennes puissances coloniales et n'ont pas su satisfaire les aspirations des citoyens. Les difficultés associées à la concurrence entre les superpuissances durant la Guerre froide et à l'apparition d'États à parti unique et de dictatures ont créé un ensemble de facteurs qui ont incité des officiers militaires supérieurs à envisager un coup d'État. Ces prises de pouvoir ont causé la mort de 12 dirigeants africains, des exécutions extrajudiciaires et de graves atteintes aux droits de l'homme, notamment en Afrique de l'Ouest.

1.1.1.2. Deuxième vague (années 1980-1990)

La seconde vague de coups d'État en Afrique, qui s'est principalement déroulée dans les années 1980 et 1990, a été une période de turbulence politique et économique plus importante. L'année 1980 a été marquée par une crise économique mondiale qui a profondément affecté les économies africaines. Les institutions financières internationales ont souvent imposé des programmes d'ajustement structurel qui ont aggravé les problèmes économiques, ce qui a entraîné une augmentation du mécontentement populaire. Les renversements de gouvernement de cette période étaient fréquemment La période de stabilité et la reprise des coups d'État motivés par l'insatisfaction envers les dirigeants en place, considérés comme corrompus et incapables de gérer

les crises économiques. Les militaires, qui se présentaient comme des libérateurs, ont expliqué leurs actions par la nécessité de rétablir l'ordre et la stabilité.

1.1.2. La période de stabilité et la reprise des coups d'état: (Troisième vague 2000-2023)

Au lendemain de l'indépendance et durant la Guerre froide, les coups d'État étaient courants en Afrique. Pour faire une comparaison, les dernières vingt années ont été paisibles. En moyenne, le continent a connu moins d'un coup d'État réussi par an entre 2011 et 2020. En réalité, la décennie 2000 a été caractérisée par une diminution des coups d'État par rapport aux décennies précédentes, avec seulement 22 putschs commis en Afrique. Dans l'année 2010, 16 coups d'État ont été signalés. Ces statistiques sont en baisse par rapport aux décennies précédentes où les coups d'État étaient plus courants. Cependant, depuis lors, la relative stabilité a été remplacée par ce qui semble être une augmentation significative des tentatives de putsch. Ce qui laisse place à la troisième vague des coups d'État militaires en Afrique entre janvier 2020 et septembre 2023. Toutefois, les trois dernières années ont été marquées par une forte augmentation des coups d'État, avec des renversements militaires au Gabon, au Niger, au Burkina Faso, au Soudan, en Guinée, au Tchad et au Mali. Ces dernières tendances suscitent des préoccupations quant à un retour en arrière par rapport aux avancées vers une plus grande démocratie en Afrique.

1.1.3. Facteurs politiques, économiques et sociaux qui ont contribué à la fréquence des coups d'état en Afrique

Jason Hickel, dans son livre "The Divide: A Brief Guide to Global Inequality and Its Solutions", traite en effet de la problématique des disparités mondiales et de l'influence de l'expansion capitaliste, notamment dans le contexte postcolonial. Il met en évidence la fréquence des coups d'État en Afrique postcoloniale qui ont souvent renversé des gouvernements démocratiquement élus, en particulier lorsque les nouveaux dirigeants étaient en accord avec les intérêts occidentaux. Hickel dénonce cette dynamique, affirmant qu'elle a joué un rôle dans la perpétuation des inégalités et dans l'empêchement du développement économique et social des pays concernés.

Le livre de Hickel est une analyse approfondie qui remet en cause le récit du progrès et de l'aide au développement, en mettant en évidence comment la pauvreté et les inégalités sont

Les coups d'État militaire en Afrique: Gabon comme cas pratique

souvent le résultat d'un ordre politique et économique mondial déséquilibré (Windmill Books, 2018).

Les militaires qui ont mené les récents coups d'État invoquent trois erreurs "inexcusables" commises par les dirigeants renversés pour justifier leurs actions. Il s'agit de la gouvernance défectueuse et autoritaire, de la corruption inhérente et du népotisme répandu, le tout associé à une situation économique défavorable et à une dégradation de la sécurité. En effet, au moins l'un de ces facteurs est fréquemment présent dans les cas de coup d'État (ISS, 2023).

L'Afrique a connu un nombre significatif de coups d'État militaires entre 1950 et 2023, reflétant divers facteurs d'instabilité politique et socio-économique, ainsi que l'influence des puissances étrangères. Causes d'instabilité politique et vulnérabilité des structures démocratiques En raison de la corruption, du népotisme et de l'échec à offrir des services de base, de nombreux gouvernements africains ont dû faire face à un manque de légitimité populaire. En Afrique, les institutions démocratiques sont souvent vulnérables et inefficaces, ce qui entraîne un manque de confiance dans le processus électoral et les institutions gouvernementales. Les armées ont le pouvoir en réponse à des crises politiques ou économiques, exacerbant l'instabilité.

1.1.4. Inégalités socio-économiques et frustration populaire

L'Afrique est marquée par de profondes inégalités économiques, avec une richesse concentrée entre les mains d'une petite élite, tandis que la majorité de la population vit dans la pauvreté. Le chômage élevé, en particulier chez les jeunes, et la pauvreté généralisée ont souvent conduit à des frustrations populaires et à des troubles sociaux.

Influence des puissances étrangères et anciennes métropoles: Les anciennes métropoles coloniales, ainsi que les puissances étrangères, ont conservé leur influence en Afrique, souvent en soutenant des régimes autoritaires ou en intervenant dans les affaires internes des pays afin de préserver leurs intérêts économiques et stratégiques. La présence de bases militaires étrangères dans plusieurs pays africains pose des interrogations quant à la souveraineté nationale et à l'influence étrangère sur la politique intérieure (Théo neethling, 2020: 15).

Les interventions étrangères motivées par des intérêts et, ou des rivalités géopolitiques sont aussi à l'origine d'une grande quantité de coups d'État, notamment pendant la Guerre froide. Même s'il est difficile de dire qu'elles sont responsables de la vague actuelle de coups d'État, il est possible que la géopolitique internationale soit un facteur de calcul des auteurs de coups d'État

dans certains pays. Grâce à ces éléments, ainsi qu'à d'autres éléments internes et externes, une série de coups d'État militaires ont eu lieu en Afrique, mettant en évidence la complexité des défis auxquels le continent est confronté en termes de gouvernance et de développement.

1.2. L 'analyse des récents coups d'État militaires en Afrique

Depuis les débuts de la décolonisation de l'Afrique dans les années 1950 et 1960 de nombreux pays africains ont été touchés par des coups d'État, militaires ou civils. Souvent, ces événements ont été influencés par des luttes de pouvoir, des rivalités politiques, des tensions ethniques ou des aspirations idéologiques. Il y a eu des coups d'État qui ont renversé des personnalités politiques emblématiques comme Patrice Lumumba au Congo, Thomas Sankara au Burkina Faso ou Kwame Nkrumah au Ghana. Les chercheurs américains Jonathan M Powell et Clayton L Thyne ont recueilli des données. Selon le rapport récent, "parmi les 493 tentatives de coups d'État militaires ou coups d'État réussis à travers le monde depuis 1950, l'Afrique en compte le plus grand nombre, avec 221, dont au moins 112 ont été réussis" (Powell, Thyne, 2023).

En 2021 seulement, six tentatives de coup d'État ont été commises en Afrique, dont quatre ont été réussies. Malgré ces chiffres alarmants, de nombreux Africains se demandent si le renversement de dirigeants et d'autocrates de longue date par des moyens militaires n'est pas le seul moyen de renverser leur domination sur le pouvoir.

1.2.1. La démocratie face aux récents coups d'État militaire en Afrique

Une série de coups d'État a touché l'Afrique, menaçant de la ramener aux années 1980 et à l'ère des régimes militaires. Le Burkina Faso, le Tchad, la Guinée, le Soudan, le Mali, le Niger et le Gabon ont tous connu des renversements de gouvernements et des remplacements par des régimes militaires. La prise de pouvoir par les militaires marque la fin d'un cycle, celui de la tentative de démocratisation par l'élection, et l'entrée dans un nouveau cycle dont l'issue reste inconnue (Pierre Jacquemot, 2023).

Ainsi, le 26 juillet 2023, le Président Mohamed Bazoum a été renversé par l'armée au Niger. Le nouveau leader du pays est le général Abdourahamane Tiani. Au Burkina Faso (2022) : deux coups d'État en un an. L'armée a expulsé le président Roch Marc Christian Kaboré le 24 janvier 2022 et le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba a été élu président en février. L'armée a à son tour démis Damiba de sa fonction le 30 septembre et le capitaine Ibrahim Traoré a été nommé président de transition jusqu'à une élection présidentielle prévue en juillet 2024.



Les coups d'État militaire en Afrique: Gabon comme cas pratique

Au Soudan (2021), les dirigeants civils de la transition, qui devaient mener le pays vers la démocratie après 30 ans de dictature d'Omar al-Bashir, lui-même déposé en 2019, ont été chassés par des soldats sous la direction du général Abdel Fattah al-Burhane le 25 octobre 2021. Au moins 5 000 personnes ont perdu la vie dans le pays depuis le 15 avril 2023 en raison d'une lutte de pouvoir entre le général Burhane et son ancien adjoint Mohamed Hamdane Daglo. – En Guinée (2021), un coup d'État militaire a renversé le président Alpha Condé le 5 septembre 2021. Le président est devenu le colonel Mamady Doumbouya le 1er octobre. Le gouvernement a fait la promesse de laisser la place aux élus civils d'ici la fin de 2024.

Mali (2020-2021): Deux attaques en seulement 9 mois. Le 18 août 2020, l'armée a renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta et un gouvernement de transition a été mis en place en octobre. Cependant, le 24 mai 2021, le président et le Premier ministre ont été arrêtés par l'armée. En juin, le colonel Assimi Goïta a été désigné président de transition. La junte a promis de laisser place aux civils après les élections de cette année inattendue, au Gabon (30 Août), donnant l'impression initialement d'une révolution de palais, après l'élection contestée d'Ali Bongo, qui a déjà cumulé 56 ans au pouvoir avec son père. Les trois tentatives échouées en 2021 ont eu lieu au Nigeria, au Niger et à Madagascar respectivement. Souvent, ces prises de pouvoir non démocratiques mettent en péril des processus démocratiques en cours et révèlent les faiblesses des institutions juridiques. Le déclin de la démocratie en Afrique, qui s'inscrit dans une tendance mondiale, est particulièrement inquiétant et met en évidence la disparité entre les aspirations démocratiques des populations et les pratiques politiques. Et il semble que le phénomène ne soit pas prêt à prendre fin, étant donné la tentative de putsch qui a eu lieu avant le week-end du 18 au 19 mai 2024 en République démocratique du Congo (RDC).

L'Afrique est confrontée à un modèle de gouvernance qui nous a été imposé, un modèle qui a été développé par l'Occident au fil de son histoire, mais qui rencontre des difficultés à s'adapter à la réalité africaine.

1.2.2. L'impact de la montée du sentiment anti-français et de l'influence russe

Les pays africains récemment touchés par des coups d'État militaires et où l'on constate une augmentation du sentiment anti-français ainsi que l'influence croissante de la Russie sont le Mali, la Guinée, le Burkina Faso, le Tchad, le Soudan et le Niger. Ces événements résultent d'une lutte d'influence entre l'Occident et la Russie sur le continent africain. Le 26 juillet 2023, après un

coup d'État au Niger, suivi de manifestations anti-françaises et pro-russes, rappelle une fois de plus la situation tendue dans laquelle se trouve la France en Afrique de l'Ouest, ce qui peut être exploité par la Russie qui cherche à y renforcer son influence. Effectivement, les manifestations sont de plus en plus favorables à la Russie, ce qui montre une augmentation de l'influence de la Russie en Afrique, et en particulier en Afrique francophone (Galetoux, 2023).

Le groupe Wagner, lié à la Russie, a notamment renforcé sa présence dans des pays tels que le Mali et la République centrafricaine, et est également présent au Burkina Faso. Il y a souvent des violations des droits de l'homme et l'objectif est d'obtenir une influence politique et économique, en particulier par l'exploitation des ressources naturelles. Dans plusieurs anciennes colonies françaises du Sahel, le sentiment anti-français s'est répandu, en particulier après le retrait de l'opération Barkhane au Mali et les manifestations pro-russes qui ont suivi les coups d'État. Ce sentiment est nourri par des discours condamnant le néocolonialisme et parfois des accusations à l'encontre de l'armée française. Dans ces pays, la politique française est de plus en plus critiquée et les coups d'État peuvent parfois être considérés comme une occasion pour les nouveaux dirigeants de remettre en question l'influence et les interventions de la France. Cela peut entraîner des choix tels que le retrait des troupes ou la fermeture d'ambassades, ce qui peut à son tour influencer la perception de la stabilité et de la sécurité dans la région, avec des conséquences potentielles sur les marchés financiers et les indices boursiers.

1.2.3. Vers une gouvernance démocratique renforcée en Afrique: Au-delà de la répression des coups d'État

Les coups d'État militaires en Afrique ont suscité des réactions condamnatives de la part de l'Union africaine (UA) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Organisation des Nations unies (ONU) qui ont appelé à la restauration de l'ordre constitutionnel. Étant donné que les coups d'État ont fréquemment perturbé la stabilité politique en Afrique, mettant en évidence l'importance d'une gouvernance plus solide et d'une démocratie plus approfondie. Il est impératif que les acteurs africains et internationaux jouent un rôle essentiel dans la promotion d'une gouvernance démocratique qui dépasse la simple répression des coups d'État. Comprendre les défis de la gouvernance en Afrique le rapport sur la gouvernance en Afrique met en lumière les défis complexes auxquels le continent est confronté, notamment en termes de leadership transformateur, de constitutionalisme et d'État de droit. Ces défis sont exacerbés par des pratiques autoritaires et des lacunes dans l'application des principes

Les coups d'État militaire en Afrique: Gabon comme cas pratique

démocratiques. Malgré les obstacles, l'engagement envers la démocratie reste fort en Afrique. Cela montre que les gens ont une envie profonde de participer activement aux décisions qui influencent leur quotidien. C'est la preuve d'un désir mondial pour une gouvernance qui soit à la fois participative et transparente. Pour "démocratiser la démocratie", il est essentiel de tenir compte des contextes historiques et structurels uniques aux nations africaines. Cela implique de repenser notre conception de la démocratie représentative pour qu'elle réponde plus efficacement aux exigences et espoirs des communautés africaines. La gestion politique et l'expérience de la démocratie en Afrique sont des sujets qui méritent une attention et une réflexion continues. Il est essentiel de saluer les avancées tout en s'attaquant aux problèmes qui subsistent, notamment les tendances autoritaires et la responsabilité historique des nations colonisatrices. Pour conclure, empêcher les coups d'État n'est qu'un aspect de la solution. Afin d'assurer une paix et une stabilité de longue durée, il est crucial de s'attaquer aux causes profondes des difficultés liées à la gouvernance et à la démocratie sur le continent africain. Cela implique un engagement soutenu de la part des acteurs locaux et internationaux pour promouvoir le développement d'institutions démocratiques robustes et encourager un leadership qui prône l'inclusion sociale, la justice et le respect des droits humains.

2. Le cas du Gabon: Un exemple du coup d'État militaire récent en Afrique

Dans son ouvrage "An Introduction to African Politics", Alex Thomson étudie les mécanismes des coups d'État en Afrique et les classe en trois catégories principales: Le coup d'État de protection: C'est là qu'interviennent les militaires dans le but de défendre l'État contre ce qu'ils considèrent comme une mauvaise gestion du gouvernement en place. Ils se présentent comme des sauveteurs, mais fréquemment, leur adoption ne conduit pas à des progrès significatifs dans la gestion économique et politique du pays: Le coup d'État de veto: Cette catégorie consiste en une action militaire visant à empêcher des réformes ou des politiques particulières qui sont en conflit avec les intérêts des militaires ou d'une élite. Le coup d'État de rupture: L'objectif du coup d'État ici est de rompre entièrement avec l'ordre établi et de mettre en place de nouvelles structures de gouvernance en rupture (Routledge, 2003). Le Gabon est le cas de la première catégorie, où les militaires justifient leur coup d'État par la nécessité de sauver l'État. C'est une situation assez fréquente dans l'histoire politique africaine, où les promesses de transformation et d'amélioration ne se concrétisent pas toujours après les coups d'État. Cela pose des interrogations cruciales quant à la légitimité et à l'efficacité de telles interventions dans la gouvernance des États.

2.1. Contexte historique et politique du Gabon depuis son indépendance

Situé sur la côte ouest de l'Afrique centrale, le Gabon a une histoire politique pleine de richesse et de complexité depuis son indépendance de la France le 17 août 1960. Dès la période coloniale, la France exerce une influence culturelle, politique et militaire importante sur le Gabon. Libreville est la capitale de la région dont l'existence remonte à l'époque coloniale. La base française du Camp de Gaulle, à proximité de l'aéroport, peut être considérée comme un acteur de la politique du Gabon. Cette base militaire a été utilisée par la France comme un centre régional pour les opérations de maintien de la paix et les conflits internes au Gabon. Cependant, il est important de noter que, le coup d'État de 1964 au Gabon est un événement historique dans l'histoire des relations franco-gabonaises. Effectivement, le 17 février 1964, des soldats gabonais ont essayé de renverser le Président Léon Mba, mais l'armée française a rapidement réussi à rétablir Mba au pouvoir. Un accord conclu entre les deux pays lors de l'indépendance du Gabon justifiait cette intervention, ouvrant la voie à l'intervention de la France en cas de crise.

Léon Mba, appuyé par la France, a continué à faire preuve d'une politique pro-française et a été remplacé par Albert-Bernard Bongo, plus connu sous le nom d'Omar Bongo Ondimba, qui a pris le pouvoir après la mort de Mba en 1967. La France a soutenu Omar Bongo et il est resté au pouvoir jusqu'à sa mort en 2009, ce qui a amené à la stabilité politique du Gabon durant cette période.

Toutefois, il convient de souligner que la présence militaire française au Gabon a été récemment mise en doute. En 2023, les effectifs de la base militaire française au Gabon ont été réduits et des propositions ont été faites pour retirer complètement les troupes françaises du territoire gabonais. Ces évolutions suggèrent une éventuelle évolution des relations de défense entre la France et le Gabon, témoignant d'une dynamique en constante évolution dans la région. La relation entre la France et le Gabon demeure complexe, englobant des aspects historiques, politiques et économiques, et continue de se transformer au fil du temps (l'Ifri, 2023).

2.1.1. La dynastie de Bongo et la gouvernance du Gabon

Depuis 1967, la dynastie Bongo a eu une influence considérable sur la gouvernance du Gabon. Omar Bongo Ondimba, alors arrivé au pouvoir, a dirigé le pays jusqu'à sa mort en 2009, date à laquelle son fils Ali Bongo Ondimba lui a succédé. Leur règne était marqué par un pouvoir non démocratique et des pratiques de gestion des ressources de l'État qui ne profitaient pas à la



Les coups d'État militaire en Afrique: Gabon comme cas pratique

majorité du peuple gabonais. Malgré la richesse pétrolière du Gabon, le régime d'Omar Bongo n'a apporté aucune prospérité économique significative au pays, et le système de clientélisme actuel a permis à la famille Bongo de maintenir son emprise sur le pouvoir. Ali Bongo a tenté de se distinguer de son père en ouvrant le Gabon à de nouveaux partenaires internationaux et en investissant dans les infrastructures, mais les critiques sur la corruption et l'absence de réel changement parmi les citoyens demeurent. La chute inattendue d'Ali Bongo le 30 août 2023 à la suite d'un coup d'État militaire a mis fin à près de 56 ans de règne de la famille Bongo au Gabon. La fin du régime a soulevé des questions sur l'avenir politique du Gabon et sur la possibilité d'une transition vers une gouvernance plus démocratique et transparente.

2.1.2. L'état des institutions politiques de la gouvernance au moment du coup d'État

Avant le coup d'État militaire du 30 août 2023 au Gabon, les principales institutions politiques étaient structurées autour du système autoritaire et anti-démocratiques hérité depuis l'indépendance en 1960. Il s'agit entre autres du Président de la République qui est une Figure centrale du pouvoir administratif, avec un haut degré de centralisation du pouvoir. Le Parti Démocratique du Gabon (PDG): Ce parti est au pouvoir depuis 1968. Il existait initialement comme un parti unique et a conservé le contrôle de la vie politique. Ensuite, le Parlement: Se compose de deux chambres, l'Assemblée nationale et le Sénat, généralement dominées par le chef de l'exécutif. Les Conseils régionaux et municipaux: principalement contrôlés par les PDG, renforçant le contrôle des partis sur la gouvernance locale. Les Tribunaux et agences de sécurité nationale Influencés par le pouvoir exécutif, limitant l'indépendance judiciaire (AA, 2023). Ces institutions se caractérisent par une longue période d'étouffement des forces vives de l'État par le pouvoir et par les aspirations démocratiques qui émergent sous cette forme. Les PDG et la famille Bongo contrôlent non seulement la machine électorale et économique, mais aussi le pouvoir de l'État et des médias. Cependant, après la mort d'Omar Bongo en 2009 et l'arrivée au pouvoir de son fils Ali Bongo, des tensions ont commencé à surgir au sein du régime, notamment en raison de la gestion des réseaux de redistribution politique et économique.

2.1.3. Les élections controversées, accusations de fraude et place au coup d'État.

En avril 2023, le Parlement vote la révision de la Constitution du Gabon et l'adopte. Les changements concernent principalement les élections. Le mandat présidentiel passe de sept à cinq

ans et le scrutin pour l'Assemblée nationale passe de majoritaire à deux tours à un seul tour. Par ailleurs, le nombre de mandats présidentiels est aboli. La fusion des bulletins électoraux est causée par l'harmonisation des mandats législatifs et exécutifs, ce qui est critiqué comme une brouille de la séparation des pouvoirs par les critiques.

Puisque Omar Bongo a transformé le pays en un État à parti unique et a exercé une gouvernance autoritaire jusqu'à sa mort en 2009. C'est seulement en 1991 que le multipartisme a été autorisé, après que le Parti démocratique gabonais de M. Bongo, ironiquement nommé, ait obtenu son emprise par un mélange de favoritisme et de répression. Le pouvoir de la dynastie a été maintenu par le fils et successeur de M. Bongo, qui a remporté des élections caractérisées par des irrégularités en 2009 et 2016. Dans les deux cas, on savait que Bongo n'était pas le vainqueur, mais son principal adversaire. En 2018, la Constitution a été réécrite à plusieurs reprises afin de permettre de nouveaux mandats, et les règles et les calendriers électoraux ont été systématiquement modifiés afin de limiter l'opposition.

Cependant, sa nouvelle élection en 2016 a presque échoué: M. Bongo n'a pu prétendre qu'à une victoire nette grâce à des résultats exceptionnels dans sa province natale, où il aurait obtenu plus de 95 % des suffrages avec un taux de participation inattendu de 99,9%, alors que le taux de participation dans le reste du Gabon était de 54 %. La fraude flagrante a provoqué des manifestations violentes qui ont été encore plus sévèrement réprimées. À la suite des revendications de l'opposition et des observateurs de l'Union européenne (UE), un recomptage des voix a été réalisé, mais la Cour constitutionnelle, une institution depuis longtemps dans la poche des Bongos, a refusé aux observateurs l'accès au recomptage et a donné à Bongo une victoire encore plus confortable.

Le coup d'État militaire du 30 août 2023 a été caractérisé par une forte tension après l'annonce de la réélection du Président Ali Bongo pour un troisième mandat. Le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), composé de militaires, a pris le contrôle en affirmant qu'ils souhaitaient mettre un terme au régime en vigueur.³ Les élections générales du 26 août 2023 ont été annulées et les résultats qu'ils ont qualifiés de "tronqués" ont été annulés.

³ Cet événement a eu lieu juste après l'annonce officielle de la victoire d'Ali Bongo aux élections générales avec 64,27% des voix. Une annonce militaire a été faite pour éclairer le peuple en ces termes « Nous, forces de défense et de sécurité, réunies au sein du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), au nom du peuple gabonais et garant de la protection des institutions, avons décidé de défendre la paix en mettant fin au régime en place » (Ümit Dönmez, 2023).

Les coups d'État militaire en Afrique: Gabon comme cas pratique

Mike Jocktane, le représentant de la plateforme Alternance 2023, a déclaré qu'Albert Ondo Ossa avait remporté incontestablement ces élections et a demandé la reprise du processus de centralisation des résultats de l'élection présidentielle sous la supervision des forces armées.⁴ Cette tentative de coup d'État a suscité une réaction internationale rapide, avec la Commission de l'Union africaine (CUA) qui a condamné fermement cette tentative.

Le chef de la garde républicaine, le général Brice Oligui Nguema, est nommé président de la Transition et Ali Bongo est placé en résidence surveillée. Afin de légitimer le coup d'État, il a fait référence à l'incapacité de M. Bongo suite à son accident vasculaire cérébral, à sa manipulation de la Constitution pour tenter de se présenter à un troisième mandat et à la qualité douteuse de l'élection. Pour cela, les militaires ont été accueillis chaleureusement par la population. Ils ont fait une danse dans les rues et ont embrasé les soldats pour célébrer l'événement. Ils ont exprimé leur gratitude pour leur libération du joug autoritaire sous lequel ils avaient vécu, pour la plupart, toute leur existence (Gaetan M-antchouwet Via Reuters). Toutefois, il demeure à déterminer si cette évolution conduira à une véritable transition démocratique. Selon Gilles Yabi, directeur du think tank Wathi, l'annulation d'un scrutin frauduleux par un coup d'État ne garantit pas automatiquement l'instauration d'une démocratie (Interview, 2023).

Une réaction internationale mitigée a été observée, avec certaines parties demandant le respect des résultats électoraux tout en demandant une transparence accrue. La situation demeure fluctuante, et les prochains jours seront essentiels pour définir l'avenir politique du Gabon.

2.2. Implications et avenir politique du Gabon: Impacts du coup d'État sur la société gabonaise et les perspectives d'une transition démocratique durable

Le coup d'État militaire au Gabon a eu des implications profondes et déterminera l'avenir politique du pays. Cet exemple illustre les défis et conséquences d'une prise de pouvoir non démocratique de plusieurs manières. Tout d'abord, le coup d'État du 30 août 2023 a plongé le pays dans une période d'instabilité politique. Ce type d'événement pose des interrogations quant à la

⁴ Cependant, Mike Jocktane a déclaré que Albert Ondo Ossa était incontestablement vainqueur des élections générales du 26 août 2023. Il a toutefois rappelé que « L'intérêt supérieur de la nation et la défense de ses intérêts fondamentaux nous commande de reprendre le processus de centralisation des résultats de l'élection présidentielle qui a été interrompu. Au terme de ce processus qui devrait se poursuivre sous la supervision de nos forces armées, le Professeur Albert Ondo Ossa verra sa victoire officialisée. La voie que nous indiquons est la voie de la raison et de la sagesse, c'est la voie de la démocratie et de l'état de droit. C'est la voie qui permettra au Gabon de se reconstruire », déclare Mike Jocktane lors du point de presse (BBC Afrique, 2023).

légitimité des mesures prises en dehors des formes constitutionnelles et peut engendrer une instabilité politique et démocratique. Il y a ensuite le défi de mettre en place la démocratie après une telle prise de pouvoir. Il est essentiel que le Gabon surmonte de grandes difficultés afin de mettre en place un système démocratique solide, comme le démontre le dialogue national qui a nécessité une révolution dans l'équilibre des pouvoirs.

Au terme de cette discussion, un rapport comprenant près d'un millier de propositions a été exposé, laissant entendre des modifications importantes dans la structure gouvernementale du Gabon. On a suggéré de renoncer au système exécutif dualiste à la française au profit d'un système présidentiel avec un corps législatif garantissant le contrôle et l'équilibre du pouvoir présidentiel. Par ailleurs, les membres de l'ancien parti au pouvoir ne pourront pas occuper de postes publics pendant une période de trois ans.

Toutefois, il y a des inquiétudes quant à l'avenir de la démocratie au Gabon. Si le général Nguema ne réussit pas à stimuler une croissance économique significative ou à nationaliser l'économie au profit des Gabonais, il pourrait devenir le troisième dirigeant autoritaire du pays. Il y a donc un moment crucial dans la situation actuelle, où les promesses de démocratisation doivent être remplacées par des actions concrètes afin d'éviter un retour à l'autoritarisme. Les conséquences géopolitiques de ce coup d'État sont également remarquables. Il a posé des interrogations concernant la diminution de la démocratie en Afrique et pourrait avoir un impact sur les relations entre le Gabon et ses partenaires internationaux, en particulier la France. La façon dont le Gabon évoluera pendant cette période de transition et les choix effectués par la junte militaire auront une influence durable sur la stabilité politique et le développement du pays.

Pour résumer, le coup d'État militaire au Gabon a permis d'envisager des modifications éventuelles dans la gouvernance du pays. Le processus de transition vers la démocratie est en cours, mais il est fragile et demande une surveillance et un soutien internationaux afin d'assurer que le Gabon progresse vers un avenir plus démocratique et prospère.

Conclusion

En somme, l'Afrique a été le théâtre d'une série de coups d'État militaires qui ont secoué la stabilité politique de plusieurs pays du continent. Ces événements reflètent souvent des tensions profondes et des insatisfactions à l'égard des gouvernements en place, ainsi qu'une lutte d'influence géopolitique entre puissances mondiales. Les récentes tentatives de coups d'État en République



Les coups d'État militaire en Afrique: Gabon comme cas pratique

démocratique du Congo (19 mai 2024) et au Togo, ainsi que les sept coups d'État militaires survenus au cours des trois dernières années, en particulier au Gabon, témoignent de la fragilité des institutions démocratiques et de la nécessité d'une réforme politique et sociale approfondie. Ces résultats sont étroitement liés à la problématique initiale, ce qui permet d'avoir une nouvelle vision des mécanismes qui sous-tendent les évolutions du pouvoir sur le continent. Cette étude a un impact important sur la recherche, car elle offre une base empirique pour appréhender les coups d'État militaires, tout en mettant en évidence l'importance de la stabilité politique pour le développement économique et social. Pour l'avenir, il est primordial de continuer à explorer ce sujet. Les recherches à venir pourraient se focaliser sur une étude comparative des coups d'Etat dans divers pays africains afin de mieux comprendre les tendances continentales. Bien entendu, tout le monde suit attentivement ce qui se déroule et si un coup d'État est réussi dans un pays, cela peut inciter des militaires à être engagés dans un autre pays. Néanmoins, il est important de rester vigilant envers la théorie de la contagion, car chaque pays a sa propre histoire. Le Gabon n'est pas le Niger, qui lui-même n'est pas le Mali. Chaque coup d'État a eu des ressorts très distincts. Au Gabon, on a mis un terme à une dynastie de 55 ans, au Niger, des militaires installés au cœur du pouvoir et mécontents des orientations prises par le pouvoir civil et, ou de leur marginalisation, ont pris le pouvoir, tandis que au Mali, le premier coup d'État a renversé le président Ibrahim Boubacar Keita (IBK), qui était dans une impasse sociale, politique et sécuritaire avec une forte menace terroriste. Cependant, on observe un certain recul en Afrique de l'Ouest, du moins une fragilisation du processus démocratique, inévitablement balbutiant, mis en place dans les années 1990 et illustré par les textes de la CDEAO qui établit des principes démocratiques très explicites et punit les régimes putschistes, tandis qu'en Afrique centrale, avec le Tchad, la Guinée équatoriale, le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Gabon, il n'y a presque jamais eu d'expérience réellement démocratique. De cette manière, cet article ne se limite pas à contribuer à la connaissance actuelle, mais constitue également un moyen de mieux comprendre les défis politiques en Afrique.

Références

- Agora Afrique – Revue congolaise de sciences politiques (RCSP). (2023). *Les “coups d’État” en Afrique de 1960 à 2021: Typologie, causes, conséquences et pistes de sortie durable* (N° 1). L’Harmattan.
- Aivo, F. J. (2007). *Le président de la République en Afrique noire francophone: Genèse, mutations et avenir de la fonction*. Paris: L’Harmattan.
- Amin, S. (2021). International Support Post-Coup d’État and Political Trajectory. *Journal of Political Studies*, 29(3), 45-58.
- Balandier, G. (1966, avril). Les coups d’État militaire s’expliquent par le désir des jeunes de changer la situation. *Le Monde Diplomatique*, p.1.
- BBC. (2021, 27 octobre). Sudan’da darbe: Afrika’da askeri müdahaleler neden artıyor? *BBC News Türkçe*.
- Bourdillon, Y. (2023, Août 30). *Gabon: « Ce n'est pas parce qu'un coup d'État annule un scrutin frauduleux qu'il débouche sur la démocratie »*. *Les Échos*.
- Civics Staff. (2023, 12 septembre). Gabon: La fin d’une dictature et le début d’une autre? *Democracy*.
- Diallo, F. (2020). Efficacy of International Sanctions in Preventing Coups d’État. *Journal of International Affairs*, 73(2), 123-135.
- Duzor, M. and Williamson, B. (2023). Les coups d’État militaire en Afrique. *VOA Afrique*.
- Gaba, L. (2000). *L’État de droit, la démocratie et le développement économique en Afrique subsaharienne*. L’Harmattan.
- Galetoux, R. (2023, octobre 19). *Le renforcement du sentiment anti-français, fer de lance ou conséquence de l’influence russe en Afrique francophone?* Classe Internationale.
- Gaulme, F. (2023, septembre). *Coup d’État au Gabon, anatomie d’une chute*. IFRI.
- Guèye, B. (2009). La démocratie en Afrique: succès et résistances. *Pouvoirs*, 129(2), 20.
- Guterres, A. (2023, Août 31). *Paix et sécurité. Au lendemain du Coup d’État au Gabon*. Lors d’un point de presse. www.un.org.
- Hickel, J. (2017). *Thé Divide: a brief guide to global inequality and its solutions*. London, William



Les coups d'État militaire en Afrique: Gabon comme cas pratique

Heinemann.

ISS Africa. (2023). *Le retour des coups de force militaires en Afrique*. PSC Report.

Ki-moon, B. (2009, février 2). *Discours prononcé à l'occasion du sommet de l'union africaine*, Addis -Abeba. SG/SM/12084-Afr/1805. Presse.un.org.

Jacquemot, P. (2023, décembre). *Coups d'État en Afrique: des manifestations de l'asthénie de la démocratie importée*. Fondation Jean-Jaurès.

Le Monde Afrique. (2023) .*Coup d'État au Gabon : «Nous mettons fin au régime en place»*. Annoncent les militaires a la télévision. Le monde.

Malaparte, C. (2022). *Technique de coup d'État*. Grasset.

Mbardounka, C. O. (2023, août 30). Coup d'État au Gabon: ce que nous savons de la situation. *BBC News Afrique*.

Monceau, N. (2009). Le rôle des coups d'État militaires dans la formation et la trajectoire des générations politiques. *Revue internationale de politique comparée*, 16(2), 221-239.

Ngango Youmbi, É. M., & Cissé, B. (2023). Chronique de trente-deux ans de coups d'État en Afrique (1990-2022). *Revue française de droit constitutionnel*, (133), e25-e52

N'Gani, E. B. (2024). Contribution pour une appréhension des coups d'État militaires de la troisième vague en Afrique. *Revue Internationale du Chercheur*, 5(1).

Powell, J. M. AND Thyne, C. L. (2011). Global instances of coups from 1950 to 2010: A New dataset. *Journal of peace research*, 48:2, 249-259.

Thomson, A. (2004). *An introduction to African politics* (2nd Ed.). Routledge.